

# La pandémie avance, le gouvernement veut que les travailleurs de la santé reculent !

La reprise de l'épidémie de coronavirus s'accélère, mais Macron et le gouvernement s'avèrent tout aussi incapables de faire face qu'au début de l'année. Pire, ils continuent de mentir tout en laissant les travailleurs des hôpitaux publics se démener dans les pires conditions.

Si le scandale des masques est aujourd'hui derrière nous, celui des tests bat encore son plein ! Le 27 août, le ministre de la santé Véran, affirmait que les résultats pour 80 % des tests, alors au nombre de 700 000 par semaine, étaient connus dans un délai inférieur à 36 heures. Alors que chacun sait que la plupart des tests effectués fin août ou début septembre, après des files d'attente de parfois plusieurs heures, après des jours pour obtenir un rendez-vous dans les centres de dépistage, ont été tout simplement rendus inutilisables ou inutiles, faute de pouvoir en obtenir les résultats sous 48 heures. « À Paris par exemple, 95 % des résultats aux tests réalisés le 13 août étaient parvenus aux patients dans les trois jours suivants le jour du prélèvement. Un mois plus tard, cette part avait diminué de moitié atteignant péniblement 51 % de résultats aux dépistages effectués le 10 septembre » (Le Figaro, 22 septembre). Débordement des laboratoires, suivi défaillant des cas positifs, le gouvernement n'a tout simplement rien prévu pour atteindre l'objectif du million de tests hebdomadaires, à un moment où, au début de la reprise de l'épidémie, ces mesures auraient pu ralentir considérablement la progression du virus.

À grands coups de trompe, le gouvernement avait lancé le 25 mai le « Ségur de la santé » pour faire face à une mobilisation croissante des travailleurs hospitaliers qui demandaient notamment les 100 000 postes manquants dans les hôpitaux et l'augmentation immédiate de 300 euros pour les infirmiers et aides-soignants. La manœuvre du gouvernement pour enterrer la mobilisation des personnels a consisté en 7 semaines de concertation, acceptée par l'ensemble des directions syndicales. Elle a largement fonctionné : le 13 juillet, le gouvernement pouvait se féliciter d'un « accord historique » signé par FO, l'UNSA et la CFDT. Au lieu des 300 euros réclamés, 185 euros de revalorisation salariale versée en deux temps, 90 euros en septembre ou octobre 2020 et 95 euros en mars 2021. Au lieu des 100 000 postes réclamés, la création en trompe-l'œil de 15 000 postes, en réalité 7 500 postes seulement et 7 500 embauches sur des postes existants mais restés vacants. « Le Ségur est un énorme changement. Ces 8 milliards et demi vont quand même changer la vie des personnels et les salaires » s'est vanté Macron le 6 octobre. Si changement il y a pour les personnels, c'est dans le sens d'une détérioration !

En effet, alors que le nombre d'hospitalisations augmente, les travailleurs des hôpitaux sont épuisés, et dans plusieurs régions ou métropoles, le plan blanc qui prévoit le report des

congés de Toussaint s'applique. Les démissions ou les changements d'affectation minent les équipes qui voient leur charge de travail augmenter avec la reprise épidémique. La faible augmentation salariale consentie est bien loin de rattraper le déclassé salarial comme la perte du pouvoir d'achat occasionnée par le gel du point d'indice. Résultats : les postes vacants restent vacants, les services les plus exposés comme la réanimation se trouvent souvent dans une situation encore pire qu'ils ne l'étaient au printemps dernier !

Le 6 octobre, Macron a renvoyé, méprisant, aux personnels soignants qui manifestaient devant l'hôpital Rothschild : « Quand la vague est à un tel niveau, ce n'est plus une question de moyens, c'est une question d'organisation ». Et le gouvernement poursuit comme si de rien n'était sa politique de fermeture des services hospitaliers. Ainsi au CHRU de Nancy, le plan de suppression de 598 postes et 174 lits prévu en 2019 est-il toujours d'actualité.

Le 12 octobre, Véran a affirmé : « nous pourrions monter jusqu'à 12 000 (lits de réanimation) si la situation sanitaire l'exigeait. Nous avons des équipements de protection, des respirateurs, des stocks de médicaments pour faire face à une vague plus haute que la 1<sup>re</sup> ». En réalité, le nombre de lits de réanimation recensés officiellement est de 6 000 selon le répertoire opérationnel des ressources, en prenant toutefois en compte des lits d'appoints, mais ce chiffre doit être diminué d'environ 500 à 600 lits qui ne peuvent fonctionner, faute de personnel, selon les syndicats. Déjà, les déprogrammations d'interventions chirurgicales

pour d'autres pathologies ont commencé.

Il faut organiser l'élection de délégués mandatés par service dans tous les hôpitaux, la réunion des délégués de chaque hôpital, la coordination nationale des délégués des travailleurs hospitaliers, seule à même de décider de l'action efficace contre le gouvernement, seule à même de l'imposer aux directions syndicales et de leur imposer de rompre la concertation avec le gouvernement.

Des conditions de travail et des salaires décents pour tous les travailleurs hospitaliers, indispensables pour les personnels en place comme pour les recrutements. Augmentation des salaires ! Respect des RTT dues et des congés ! Création de tous les postes nécessaires ! Baisse du temps de travail ! Titularisation des précaires et égalité de traitement pour les soignants étrangers ! Expropriation des réseaux de cliniques privées, des grands groupes pharmaceutiques et équipementiers médicaux !

13 octobre 2020

